

## CONGÉ DE PARTICIPATION AUX INSTANCES D'EMPLOI ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE OU A UN JURY D'EXAMEN

Code du travail : Version consolidée au 1 janvier 2010

Partie législative nouvelle : TROISIÈME PARTIE. DURÉE DU TRAVAIL, SALAIRE, INTERSÈSSEMENT, PARTICIPATION ET ÉPARGNE SALARIALE / LIVRE Ier : DURÉE DU TRAVAIL, REPOS ET CONGÉS / TITRE IV : CONGÉS PAYÉS ET AUTRES CONGÉS

Chapitre II. Autres congés : Section 1 : Congés rémunérés

**Sous-section 2 : Congé de participation aux instances d'emploi et de formation professionnelle ou à un jury d'examen.**

**Article L3142-3-1** Créé par LOI n°2009-1437 du 24 novembre 2009 - art. 20

Lorsqu'un salarié est désigné pour participer à un jury d'examen ou de validation des acquis de l'expérience, l'employeur lui accorde une autorisation d'absence pour participer à ce jury sous réserve de respecter un délai de prévenance dont la durée est fixée par décret.

**Article L3142-4** : Modifié par LOI n°2009-1437 du 24 novembre 2009 - art. 20

L'autorisation d'absence au titre des articles L. 3142-3 ou L. 3142-3-1 ne peut être refusée par l'employeur que s'il estime, après avis conforme du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel, que cette absence pourrait avoir des conséquences préjudiciables à la production et à la marche de l'entreprise.

Le refus de cette autorisation d'absence par l'employeur est motivé.

En cas de différend, l'inspecteur du travail peut être saisi par l'une des parties et pris pour arbitre.

**Article L3142-5** : Modifié par LOI n°2009-1437 du 24 novembre 2009 - art. 20

La participation d'un salarié aux instances et aux jurys mentionnés aux articles L. 3142-3 ou L. 3142-3-1 n'entraîne aucune diminution de sa rémunération.

**Article L3142-6** : Modifié par LOI n°2009-1437 du 24 novembre 2009 - art. 20

Un décret détermine les conditions dans lesquelles les dépenses afférentes au maintien du salaire et au remboursement des frais de déplacement sont supportées par les instances mentionnées à l'article L. 3142-3 ou par l'entreprise.

Dans ce cas, le salaire ainsi que les cotisations sociales obligatoires et, s'il y a lieu, la taxe sur les salaires qui s'y rattachent sont pris en compte au titre de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle prévue à l'article L. 6331-1.

## TEXTES CONFIRMANT CELA A DESTINATION DES EMPLOYEURS ET DES SERVICES COMPTABLES

Code du travail

Partie législative nouvelle : SIXIÈME PARTIE. LA FORMATION PROFESSIONNELLE, TOUT AU LONG DE LA VIE / LIVRE III : LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE / TITRE Ier : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Chapitre III : Catégories d'actions de formation

**Article L6331-1** : Tout employeur concourt au développement de la formation professionnelle continue en participant, chaque année, au financement des actions mentionnées aux articles L. 6313-1 et L. 6314-1.

Ces dispositions ne s'appliquent pas à l'Etat, aux collectivités locales et à leurs établissements publics à caractère administratif.

NOTA : Ordonnance 2007-329 du 12 mars 2007 art. 14 : Les dispositions de la présente ordonnance entrent en vigueur en même temps que la partie réglementaire du code du travail et au plus tard le 1er mars 2008.

La loi n° 2008-67 du 21 janvier 2008 dans son article 2 X a fixé la date d'entrée en vigueur de la partie législative du code du travail au 1er mai 2008.

Citer : Code du travail - art. L6313-1 (VI)

Code du travail - art. L6314-1 (VI)

### Article L6313-1

Modifié par LOI n°2009-1437 du 24 novembre 2009 - art. 56

Les actions de formation qui entrent dans le champ d'application des dispositions relatives à la formation professionnelle continue sont :

1. Les actions de préformation et de préparation à la vie professionnelle ;
2. Les actions d'adaptation et de développement des compétences des salariés ;
3. Les actions de promotion professionnelle ;
4. Les actions de prévention ;
5. Les actions de conversion ;
6. Les actions d'acquisition, d'entretien ou de perfectionnement des connaissances ;
7. Les actions de formation continue relative à la radioprotection des personnes prévues à l'article L. 1333-11 du code de la santé publique ;
8. Les actions de formation relatives à l'économie et à la gestion de l'entreprise ;
9. Les actions de formation relatives à l'investissement, à la participation et aux dispositifs d'épargne salariale et d'actionnariat salarié ;
10. Les actions permettant de réaliser un bilan de compétences ;
11. Les actions permettant aux travailleurs de faire valider les acquis de leur expérience ;
12. Les actions d'accompagnement, d'information et de conseil dispensées aux créateurs ou reprenneurs d'entreprises agricoles, artisanales, commerciales ou libérales, exerçant ou non une activité ;
13. Les actions de lutte contre l'illettrisme et l'apprentissage de la langue française.

Entre également dans le champ d'application des dispositions relatives à la formation professionnelle continue la participation à un jury d'examen ou de validation des acquis de l'expérience mentionné à l'article L. 3142-3-1 lorsque ce jury intervient pour délivrer des certifications professionnelles inscrites au répertoire national des certifications professionnelles dans les conditions prévues à l'article L. 335-6 du code de l'éducation.

Citer : Code de l'éducation - art. L.335-6

Code du travail - art. L.3142-3-1